

2

Le contexte conjoncturel

La Fondation Genève Place Financière (FGPF) réalise depuis 2002 une enquête conjoncturelle auprès des banques et des gérants indépendants de la Place. Les résultats obtenus reflètent leur analyse et leur perception sur la marche de leurs affaires et les perspectives pour la place financière genevoise.

A fin septembre 2022, le secteur bancaire comptait 87 banques présentes à Genève et employait plus de 17'000 collaboratrices et collaborateurs. Dans le détail, on comptait notamment 22 banques commerciales et de gestion et 50 banques en mains étrangères. A cela s'ajoutent plus de 700 gestionnaires indépendants, plus de 3'000 intermédiaires financiers, près de 500 assurances, plus de 1'300 fiduciaires et comptables ainsi que plus de 600 études d'avocat.e.s et de notaires. Cette grande diversité permet à la Place financière au sens large de générer 38'000 emplois, soit une hausse de 6,5% par rapport aux précédentes statistiques datant de 2020. Le secteur financier représente près de 12,4% du produit intérieur brut (PIB) genevois.

Les résultats de l'enquête conjoncturelle 2022-2023 soulignent la solidité et la résilience des acteurs bancaires et financiers genevois face aux incertitudes géopolitiques, énergétiques et fiscales.

Au premier semestre 2022, la majorité des établissements bancaires et des gérants de fortune indépendants ont vu leur bénéfice net augmenter, avec pour plus d'un tiers d'entre eux une progression supérieure à 15%. Toutefois, les grandes banques de plus de 200 emplois se montrent plus réservées avec un ralentissement de leur bénéfice. Ceci n'a rien de surprenant au vu de l'environnement conjoncturel. D'une part, les six premiers mois de 2022 ont continué à être pénalisés par la crise sanitaire. Si la situation est sensiblement meilleure en Europe, elle s'est dégradée en Chine, avec un impact direct de la stratégie "zéro Covid" sur la production de ce pays. D'autre part, cette période a été marquée par une

crise géopolitique majeure, à savoir la guerre en Ukraine qui a débuté le 24 février 2022 (cf. p. 7). L'enquête conjoncturelle traduit ainsi cette montée d'incertitude mais aussi une relative résistance du climat des affaires.

Cette ambivalence prend tout son sens dans l'activité de gestion de fortune, l'un des trois piliers de la Place genevoise avec la banque commerciale et de détail et le financement du négoce de matières premières.

De façon générale, les actifs sous gestion sont en baisse. La majorité des établissements bancaires et les deux tiers des gérants de fortune indépendants ont vu leur masse sous gestion diminuer. Les marchés boursiers, impactés de plein fouet par le conflit ukrainien, en sont les principaux responsables.

L'état de santé de la place financière genevoise peut également se mesurer grâce à l'évolution des apports nets de fond. Dans un contexte très exigeant pour les investisseurs, plusieurs signaux restent positifs. Les apports nets de fonds sont globalement stables. Le Moyen-Orient et l'Asie demeurent des régions clé avec des apports en augmentation. A cela s'ajoute un regain d'attractivité de la Place genevoise pour la clientèle européenne. Les deux ans de pandémie et la guerre en Ukraine ont dessiné un nouvel ordre mondial, plus fragmenté. Durant vingt ans, l'inflation est restée faible et les taux d'intérêt bas, voire négatifs. Aujourd'hui, cet environnement a fait place à une inflation forte et à des taux d'intérêt qui remontent. Ces derniers ont contribué à compenser les effets de la diminution des actifs sous gestion liée aux variations des marchés.



Après des résultats records en 2021, l'année 2022 est marquée par un optimisme prudent en raison de la déstabilisation des marchés financiers



La prudence des acteurs bancaires et financiers a perduré durant la seconde moitié de 2022. Dans le cadre des sanctions économiques contre la Russie (cf. p. 7), la Suisse a repris les paquets de mesures édictés par l'Union européenne (UE). Dans l'application de ces mesures, les banques helvétiques ont accompli un travail considérable pour analyser leurs bases de données et établir la liste des personnes et entités soumises aux sanctions. L'enquête conjoncturelle 2022-2023 révèle que leur impact est faible pour les acteurs de la Place genevoise, cette clientèle étant majoritairement traitée depuis Zurich.

Au-delà des sanctions économiques contre la Russie, le déclenchement de la guerre en Ukraine a renforcé les chocs sur les marchés énergétiques. Afin d'assurer la continuité de ses opérations, le secteur bancaire a tout mis en œuvre pour qu'en cas de pénurie d'énergie, les avoirs de sa clientèle restent sécurisés et accessibles (cf. p. 9). Cependant, le système financier n'est pas une île et dépend aussi de la capacité de résilience de ses contreparties à l'étranger.

Cette interconnexion vaut également pour l'accès aux marchés étrangers. Que ce soit pour la gestion de fortune privée ou institutionnelle, l'accès au marché européen en particulier reste une priorité stratégique pour maintenir les emplois, spécialement ceux du "front", sur sol helvétique. A l'instar de 2021, Luxembourg continue d'être désigné comme la destination privilégiée en cas de transfert d'activités à l'étranger. Il est donc crucial que Berne reprenne les négociations avec Bruxelles afin d'obtenir des avancées sur les nombreux dossiers essentiels pour la prospérité et l'emploi dans notre pays (cf. p. 17).

Au vu des éléments qui précèdent, les acteurs bancaires et financiers s'attendent à une année 2023 difficile, à l'exception

de l'emploi où la stabilité est de mise. Cette attitude s'explique en grande partie par les prévisions conjoncturelles du SECO, qui prévoit une croissance de l'économie suisse inférieure à la moyenne, une situation énergétique tendue en Europe, une forte inflation au niveau international et un resserrement de la politique monétaire. Cette anticipation d'une faible progression de la demande mondiale affectera les branches exportatrices suisses, dont fait partie le secteur financier. En un mot, l'inflation constitue l'ennemi numéro 1.

Dans l'enquête conjoncturelle 2022-2023, la fiscalité revient sur toutes les lèvres. Ce sujet supplante tous les autres aux niveaux cantonal et fédéral. Or, 2023 constitue une année charnière pour la compétitivité fiscale de la Suisse en général et de Genève en particulier. Pour cette dernière, le tsunami de projets de lois et d'initiatives à caractère fiscal crée un climat d'incertitude néfaste à l'attractivité du canton (cf. p. 15).

Dans cet environnement pour le moins exigeant, la Place financière continue de saisir les opportunités dans la finance durable. Celle-ci ressort clairement en tête des domaines à renforcer, devant la Fintech. Selon les banques et les gérants de fortune indépendants, deux éléments contribuent au succès de la transition verte: le développement de produits et de solutions d'investissement durable ainsi que l'élaboration d'une réglementation incitative et des standards internationaux communs. En conséquence, le secteur bancaire, sous l'égide de l'Association suisse des banquiers (ASB) et les gestionnaires d'actifs, sous l'impulsion de l'Association Asset Management Switzerland (AMAS), ont défini quatre priorités afin de concrétiser et accélérer ce mouvement: une réglementation incitative, la formation des collaborateurs, la fiabilité des données et la transparence (cf. p. 20).

Le développement de produits et de solutions d'investissement durable ainsi que l'élaboration d'une réglementation incitative et des standards internationaux communs constituent les clés du succès de la transition verte